

● (8.10 p.m.)

[Français]

M. Charles-Eugène Dionne (Kamouraska): Monsieur l'Orateur, j'ai écouté avec beaucoup d'attention ceux qui ont participé au débat.

La plupart des députés du Ralliement créditiste appuyaient la motion, mais quelques autres se sont avisés de la critiquer et j'ai été amusé de constater que pas un seul d'entre eux n'a pu prouver le moins que le système actuel répond aux besoins. Je suis donc heureux d'appuyer la motion qui fait l'objet du présent débat.

Tout observateur sérieux reconnaîtra que le système financier actuel ne procure pas à tous et chacun une part suffisante des biens de la nature et de l'industrie. Par conséquent, il incombe aux gouvernants, qui sont responsables du bien commun, d'appliquer les correctifs qui s'imposent. Au fait, les systèmes sont faits pour les hommes et non les hommes pour les systèmes.

On constate que la capacité de la production moderne est pratiquement illimitée, tant au point de vue du volume qu'au point de vue de la variété. La cause principale de nos soucis réside dans les difficultés du mécanisme de distribution. Considérant que, de nos jours, le moyen le plus souple dont nous disposions pour les échanges commerciaux, c'est l'argent,—du moment qu'une personne en a suffisamment—it faut nécessairement rechercher les causes du manque d'argent si l'on entend sincèrement solutionner le problème de la pauvreté.

Il ne sert à rien de multiplier les études et les conférences sur la pauvreté. Il faudrait avoir les yeux fermés pour ne pas constater qu'un fort pourcentage de notre population vit difficilement, manque du nécessaire et surtout de l'argent qu'il faut pour acheter les produits qui sont empilés partout dans les magasins.

Alors, la vraie guerre à la pauvreté doit être dirigée vers le système qui contrôle l'argent, et cela est assez clair. Depuis quand une guerre peut-elle être gagnée en dirigeant l'attaque à côté de l'objectif? En 1914-1918, de même qu'en 1939-1945, les Alliés désiraient gagner la guerre. C'est pourquoi ils ont pris les moyens nécessaires. Ils avaient besoin d'argent. Ils ont commandé au système d'argent de fournir les sommes nécessaires, et cela a réussi. Ensuite, ils ont organisé l'armée et ont fait fabriquer le matériel nécessaire. S'ils s'étaient contentés d'étudier la situation et de convoquer des conférences, ils auraient certainement perdu la guerre.

La lutte contre la pauvreté ne se gagnera pas en faisant des études et des conférences, car les pauvres restent dans la misère avec de tels moyens. Il faut donc recourir à d'autres moyens.

Les modifications à apporter au système bancaire canadien devront assurer que les modalités d'application soient assez souples pour que l'argent nécessaire soit disponible au moment opportun afin de diminuer, sinon d'éliminer la pauvreté au Canada.

Si l'on impose le revenu de ceux qui n'en ont déjà pas assez, on ne solutionnera pas le problème de la pauvreté, mais on l'aggravera. Il n'est pourtant pas nécessaire d'être économiste pour comprendre cela.

Pour ce qui est de la pauvreté au Canada, le Ralliement créditiste n'est pas le seul à en parler. Le journal *Le Droit* publiait, le 10 novembre 1964, un article intitulé «Le fléau d'indigence», dans lequel on pouvait lire, et je cite:

Robert Louis Stevenson a déjà écrit: La pire lacune de la civilisation et la meilleure preuve de son fiasco, c'est un homme qui peut et veut travailler, mais qui est dans l'impossibilité de le faire.

Lors du récent congrès de la Fédération du travail, en Ontario, *Le Droit* s'alarmait, avec cet organisme, de l'ampleur que prenait le chancre de la pauvreté. Il faut revenir sur le sujet, à la suite du rapport que vient de publier cette association, document croquant sur le vif, jusque dans ses moindres détails, le sombre tableau de la misère humaine au Canada.

La crise économique qui a sévi de 1929 à 1939 a démontré l'irresponsabilité des gouvernements de l'époque, dont les représentants ne savaient pas dire autre chose à ceux qui cherchaient les moyens de vivre convenablement que: Il n'y a pas d'argent.

Les dirigeants de la soi-disant société juste d'aujourd'hui cherchent des solutions compliquées dans le recyclage ou dans les probabilités d'erreurs dans les pourcentages établis par les statistiques pour répondre à ceux qui sont inquiets durant la période de chômage actuelle.

Hier comme aujourd'hui, les financiers tiennent les leviers de commande et le gouvernement majoritaire est contrôlé, conditionné par les maîtres de l'argent et du crédit. Même avec un premier ministre que la publicité tapageuse des journaux essaie de maintenir dans le vent, un fort pourcentage de Canadiens en chômage sont obligés de se priver.

Nous convenons tous que les dirigeants d'aujourd'hui ont une terrible responsabilité. L'objectif est de conserver la liberté et d'assurer la sécurité, tout en apportant des réformes là où la chose est nécessaire et de la façon nécessaire. Ils doivent, de concert avec tous les citoyens, exécuter certains projets afin d'assurer des emplois sains et productifs à tous les Canadiens qui désirent vivre convenablement. Il va falloir prouver que l'on peut faire autre chose que des études de la situation.